



DUNKERQUE RELÈVE LE DÉFI DE L'EAU

nauté urbaine de Dunkerque et président du syndicat de l'eau du Dunkerquois (le SED, qui gère le service public de distribution d'eau potable sur Dunkerque et vingt-neuf autres communes regroupées). Elle l'est plus que jamais alors que le département du Nord est placé en vigilance sécheresse depuis mars (ce qui n'est jamais que la cinquième fois en six ans). Pourtant, alors que le dernier bulletin du BRGM est particulièrement alarmant pour l'ensemble du pays – « le niveau de 75 % des nappes phréatiques reste sous les normes mensuelles », et nous ne sommes pas encore en été –, le volume d'eau de la nappe de la craie de l'Audomarois n'a pas, lui, atteint de seuil critique. Le bassin du Brouay n'a même pas eu besoin d'être réapprovisionné depuis décembre dernier. « C'est grâce à l'usage raisonné et à la gestion optimisée de la ressource auxquels nous nous astreignons depuis des années », se félicite Bertrand Ringot. Qu'attendent les autres villes pour s'en inspirer ? Bien que 6 500 aquifères (nappes phréatiques) soient aujourd'hui recensés en France, il n'existe qu'une vingtaine de bassins de réalimentation comme celui du Brouay. « L'aménagement de ce type

de dispositif a naturellement un coût, convient Fabrice Mazouni, le directeur du SED. D'autant que vient s'y ajouter celui de l'entretien du réseau de tuyaux pour acheminer toute cette eau, auquel nous avons toujours veillé aussi. » Un réseau si vaste qu'il représente environ 1 500 kilomètres de tuyaux

mis bout à bout, soit une distance supérieure à celle qui sépare Marseille de Dunkerque ! Mais impossible d'esquiver cette contrainte : mal entretenu, un tel réseau fuit très vite, et de partout. Ainsi, en France, 1 litre d'eau potable sur 5 (soit 20 %) en moyenne est perdu. Alors que dans le Dunkerquois, seulement 7 litres sur 100 sont perdus (soit moins de 10 %) : la zone se classe dans le top 3 des plus vertueuses en la matière, avec celles de Créteil et d'Orléans. Pour cela, outre des travaux de réfection réguliers, le SED investit notamment dans l'installation de sonars, qui, placés dans le nœud des canalisations, détectent le bruit que produisent les fuites. Il équipe aussi à présent l'intégralité de ses abonnés de compteurs connectés permettant aux usagers de vérifier leur consommation en temps réel, et donc de s'alarmer en cas de hausse inhabituelle : une fuite non détectée est vite arrivée, qui n'en sera pas moins facturée... « Or, au-delà de la question de leur budget, il s'agit bien de les responsabiliser, reprend Fabrice Mazouni. C'est toute une démarche de sobriété que chacun d'entre nous doit intégrer : la ressource est précieuse, elle n'est pas inépuisable, il faut donc la préserver en évitant de la gâcher ! »

C'est en vraie pionnière (avec Libourne) que Dunkerque, guidée par ce souci de bonne gestion, a mis en place, dès 2012, un tarif progressif de l'eau – avant même que la loi Brottes du 15 avril 2013 n'en généralise l'usage. Soit une modulation du prix du mètre cube en fonction non pas des revenus des abonnés, mais de leur consommation, par l'instauration de trois tranches tarifaires : celle de « l'eau essentielle », pour une consommation annuelle inférieure à 80 m³ (1,28 €/m³), celle de « l'eau utile », pour une consommation comprise entre 81 et 200 m³ (2,30 €/m³), et celle de « l'eau de confort », pour une consommation supérieure à 200 m³ (3,10 €/m³). Une incitation à la sobriété « relative-ment coercitive, remarque pour sa part Daniel Dubroccq, »

À l'heure où l'eau devient une ressource rare, la ville du Nord propose des systèmes innovants. Passant par une réalimentation naturelle des nappes phréatiques et l'instauration de tarifs modulés. Une politique de sobriété qui pourrait faire école.

Ici, seules les grenouilles ont le droit de se baigner. Pour les humains : « interdit », dit le panneau ! Non que l'eau de cet étang soit toxique ; c'est même au contraire son extrême pureté qui doit être préservée. Car malgré son cadre champêtre, l'étang est un bassin aménagé – le bassin du Brouay, situé dans l'Audomarois, près de Saint-Omer dans le Nord-Pas-de-Calais ; et l'eau dont il est rempli est en fait la « résurgence », comme on dit, d'une nappe phréatique située juste au-dessous, la nappe de la craie de l'Audomarois. Or cette eau, que nous ne voyons d'ordinaire jamais puisque issue des entrailles de la terre, vaut de l'or. D'après le BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières), les nappes phréatiques fournissent près de 70 % de l'eau que nous buvons.

La nappe alimente en eau potable tout le territoire du Dunkerquois. Il en est pourtant distant d'une quarantaine de kilomètres mais l'agglomération, la cinquième plus peuplée de la région des Hauts-de-France (quelque 245 000 habitants), ne dispose d'aucune nappe sous ses pieds. Cela fait donc longtemps qu'elle connaît le « stress hydrique » dont les experts et les médias se font de plus en plus l'écho – le bulletin mensuel du BRGM, retweeté à l'envi, n'a jamais été aussi partagé que depuis l'été dernier. Et pour pallier ces tensions en eau, Dunkerque n'a d'autre choix que de venir jusqu'ici en chercher. Concrètement, le bassin du Brouay a été creusé il y a cinquante ans déjà, en 1973, afin de pouvoir, au cas où le niveau de la nappe baisserait, la réalimenter aussitôt par « percolation » – autrement dit en prélevant de l'eau de la Houille, une rivière coulant non loin de là, après l'avoir traitée dans une petite usine annexe dite « de réalimentation ». Un système très performant, qui aujourd'hui s'appuie sur une modélisation numérique de la nappe ainsi que sur des capteurs de suivi. « Cette eau est notre trésor », reconnaît Bertrand Ringot, vice-président de la commu-

Par Lorraine
Rossignol
Photo
Aimée Thirion
pour Télérama

» président de l'antenne locale de l'association nationale de défense de consommateurs CLCV (Consommation, logement et cadre de vie). *Les tarifs sont tout de même élevés au regard d'autres territoires. En particulier pour les familles nombreuses : dès lors que l'on compte plus de deux enfants par foyer, on est pénalisé, surtout dans les milieux défavorisés.* » Les plus fragiles de ces familles, bénéficiaires de la CSS, la Complémentaire santé solidaire (l'ex-CMU) ont droit à un tarif préférentiel de 0,49 €/m³. Pour les autres, le syndicat de l'eau as-

sure qu'il cherche à moduler encore sa politique tarifaire, en fonction du nombre de personnes par foyer... mais dit être freiné, pour l'obtention de ces données, par la caisse d'allocations familiales. Pour autant, *« si ces tarifs se situent dans la moyenne haute, reconnaît Bertrand Ringot, c'est parce qu'ils reflètent la qualité de nos investissements pour préserver la ressource : l'eau finance l'eau. Ce sont 80 % de nos abonnés qui sont "éco-gagnants" »*. La moyenne annuelle de la consommation d'eau potable par foyer dans le Dunkerquois a chuté de plus

de 10 m³ en dix ans. Est-ce la raison pour laquelle le président Macron a plébiscité cette tarification progressive « éco-solidaire », au point d'en faire l'une des mesures phares de son « plan eau » annoncé le 30 mars dernier ? *« Dunkerque, ville moyenne qui n'est ni plus pauvre ni plus riche que les autres, a montré que c'était possible »*, appuie Nicolas Imbert, le directeur exécutif de l'ONG Green Cross, spécialisée dans les questions hydrologiques. Mais si l'outil tarifaire lui apparaît comme une priorité, il regrette que son recours se limite pour l'instant aux usagers particuliers.

« Pourquoi le président Macron n'a-t-il pas annoncé que la mesure s'appliquerait aussi aux industriels et aux agriculteurs, qui sont les plus gros consommateurs d'eau ? » En septembre 2021, l'ONG avait justement choisi la ville des Hauts-de-France pour organiser un colloque au cours duquel elle avait détaillé ses propres préconisations : création d'une haute autorité de l'eau, d'observatoires de l'eau, de parlements locaux des jeunes pour l'eau... Dunkerque, bassin historique de l'industrie française, suit aussi une autre piste, toujours dans le souci d'une meilleure gestion globale de la ressource – et pas seulement par les particuliers : la « toile de l'eau industrielle », outil de travail à mi-chemin entre la carte mentale et la cartographie. Son concepteur, l'économiste Jean-François Vereecke, directeur général adjoint de l'Agur (l'Agence d'urbanisme Flandre-Dunkerque), est allé en personne la présenter à New York en mars dernier, dans le cadre de la Conférence des Nations unies sur l'eau. Il y a été ovationné. Car cette toile l'a mis en évidence, en posant le schéma

des acteurs territoriaux : il existe une circularité de l'eau industrielle. Pourquoi, dans ce cas, rejeter dans l'environnement les eaux usées d'une entreprise (comme on le fait actuellement, après traitement en station d'épuration), alors qu'elles pourraient répondre aux demandes d'une autre, ou servir les besoins en irrigation du secteur agricole ? On appelle cela la Reut – pour « réutilisation » – ou Reuse, à l'anglaise. En France, le Dunkerquois pourrait bien être le premier à la concrétiser ●



Le bassin du Brouay a été creusé en 1973 afin de pouvoir réalimenter la nappe phréatique

locale en prélevant l'eau de la Houlle, une rivière proche, et en la traitant ensuite en usine.